

Une nouvelle directrice générale à la tête du FMI : mais au fait, qu'est-ce que ça change ?



La nomination de l'économiste bulgare Kristalina Georgieva comme directrice du FMI a été confirmée mercredi dernier. L'occasion d'interroger ce que cette nomination change et ce que l'institution mondiale peut encore pour agir sur l'économie dans le monde d'aujourd'hui.

Avec Michel
Ruimy

Atlantico.fr : Dans l'économie globalisée et financiarisée, touchée qui plus est par la guerre commerciale entre Chine et Etats-Unis, quel est le pouvoir du FMI ?

Michel Ruimy : Concrètement, lorsqu'un pays est confronté à une crise financière (défaut de paiement), le Fonds monétaire international (FMI) soutient celui-ci en lui octroyant des prêts afin de garantir sa solvabilité et d'empêcher l'éclatement d'une crise financière. À l'image de ce qui s'est passé en Grèce lors de la crise de la dette souveraine en zone euro.

Il est ainsi le dernier ressort en cas de manque de liquidités du système financier international. Les fonds apportés doivent éviter l'effet de contagion et des problèmes momentanés du manque de solvabilité de certains États ou d'une banque centrale. À cet égard, cette institution, bien que critiquée, a eu le souci de limiter l'impact des crises en augmentant grandement sa capacité de prêt, en relevant l'apport financier de chaque pays membre.

Parmi les nouvelles réformes engagées, il y a notamment celle de sa gouvernance. Pour être plus légitime, il a pris un ensemble de mesures qui tiennent mieux compte de l'importance des pays émergents. L'institution a aussi réformé ses instruments de prêt favorables aux pays à bas revenus. Les prêts sont maintenant plus importants, sont accordés plus rapidement et les conditions d'octroi ont aussi été rendues plus souples.

Il n'en demeure pas moins qu'il fait souvent l'objet de vives critiques de par son ingérence financière dans les affaires des États membres (Pour obtenir ces prêts supplémentaires, le pays en demande doit obligatoirement entreprendre des réformes économiques qui satisfassent le FMI, ceci afin de réguler la gestion des finances publiques dont le déficit et la dette sont deux symptômes) mais aussi lorsqu'il accorde des prêts, principalement aux pays africains.

Dans le premier cas, on se souvient de l'énorme bras de fer établi entre la Grèce, les pays membres de la zone euro et les institutions internationales. En huit ans de crise, la Grèce a certes perçu quelque 273 milliards d'euros de la part de l'Union européenne et du FMI mais en contrepartie de réformes douloureuses.

Dans le second cas, on doute plutôt de son efficacité. Dans les objectifs du millénaire, il s'est engagé à diviser par deux le nombre de pauvres dans le monde. Si les famines reculent d'année en année, beaucoup d'Africains vivent encore dans l'extrême pauvreté. Mais s'il n'impose plus de mesures pour lutter contre la pauvreté (il laisse le pays décider), il continue toutefois d'imposer un modèle libéral qui laisse finalement peu de place aux interventions des États et laisse faire le marché. Dès lors, la plupart des États continuent d'appliquer les anciennes recettes du passé. Résultat : les pauvres restent pauvres et les pays africains ont bien du mal à diminuer leur dette publique.

Depuis une vingtaine d'années, il est ainsi la cible de graves critiques. On lui reproche, en effet, d'être un instrument de soumission des pays du Tiers monde, de freiner le développement des pays d'Afrique (et d'ailleurs), de les aliéner politiquement et économiquement à ceux de l'Occident. On réclame une réorientation de ses politiques en dehors de la « logique marchande ». Dans cet environnement, ce « mal-aimé » du système financier international veut faire peau neuve, puisse Kristalina Georgieva l'y aider.

Le FMI a été longtemps accusé d'exporter ses Chicago Boys ultralibéraux dans les pays en développement. Dans quelle mesure le regard du FMI, notamment d'Olivier Blanchard, sur des questions comme celle de la dette a-t-il évolué ?

Le ralentissement économique qui semble se profiler fait, de nouveau, ressurgir la tentation de succomber aux sirènes de l'endettement public et à un nouvel assouplissement monétaire quantitatif par les banques centrales. Sirènes d'autant plus tentantes pour les gouvernements qu'aucune inflation sérieuse n'a émergé des précédentes politiques budgétaire et monétaire.

Du coup, certains économistes dont Olivier Blanchard, ex-économiste en chef du FMI, estiment que la dette publique n'a guère d'importance. En effet, si, dans un pays donné, les taux d'intérêt d'emprunt sont inférieurs au taux de croissance de l'économie, ce pays peut emprunter à moindres frais et se désendetter sans avoir à produire d'effort particulier (Le poids de la dette dans le Produit intérieur brut tend à diminuer tant que les taux d'intérêt sont inférieurs à la croissance). Dans ce contexte, la dette publique n'est peut-être pas si mauvaise à condition que celle-ci soit utilisée à bon escient c'est à dire si elle sert à financer des investissements susceptibles d'accroître, par exemple, la compétitivité d'une économie.

S'endetter pour soutenir l'économie, quitte à ce que les banques centrales monétisent la dette, serait donc la panacée pour éviter un nouvel effondrement économique mondial. Une idée qui n'est pas sans danger.

À ce jour, le FMI ne s'est guère montré enthousiaste devant cette nouvelle théorie monétaire au motif que cette situation ne pourrait fonctionner que pendant une courte période (jusqu'au moment les taux d'intérêt commenceront à monter) car, sur le long terme, l'endettement est un piège. La réalité passée (assignats durant la Révolution Française, faillite de la Banque Law, etc.) montre, en effet, que ce type de situation se termine souvent par une inflation incontrôlée associée à une chute des investissements et de la croissance.

La nouvelle théorie monétaire suscite donc adhésion ou répulsion. Le débat est loin d'être tranché. Une chose est sûre : si une crise d'ampleur mondiale menace d'emporter tout le système économique et financier, une relance budgétaire et un rachat de la dette publique par les banques centrales seront, à ce jour, les seuls instruments à disposition.

La nomination de cette économiste peut-elle changer quelque chose à l'action du FMI ?

Aujourd'hui, outre la croissance économique mondiale qui continue de décevoir, les tensions commerciales qui persistent et le fardeau de la dette qui s'alourdit dans beaucoup de pays, la nouvelle Directrice générale devra s'occuper, à court terme, d'un dossier épineux : la crise économique argentine. Les critiques se sont, en effet, multipliées ces dernières semaines à l'encontre du FMI qui a accordé, en 2018, un prêt record de 57 milliards de dollars à ce pays en difficulté. L'institution a déjà déboursé 44 milliards de dollars en échange d'une cure d'austérité budgétaire mais l'Argentine a demandé un rééchelonnement de sa dette, ce qui fait douter de ses capacités à rembourser. Un scénario déjà connu.

Dans cet environnement économique, la priorité de Kristalina Georgieva sera aussi d'assister certains pays membres à minimiser le risque de crises et à être prêts à faire face au ralentissement économique.

Elle en a la capacité puisqu'elle s'est forgé à la Banque mondiale (où elle a effectué l'essentiel de sa carrière avant d'en devenir directrice générale en 2017), en plus de son expertise dans le domaine de l'environnement en multipliant les fonctions dans le secteur du développement durable et des questions agricoles, une solide connaissance des pays émergents. Mais, elle a surtout acquis une solide expérience dans la finance internationale. Elle a donc su faire preuve d'une grande habileté politique et sait concilier les points de vue pour parvenir à un consensus.

Si elle aura besoin de toutes ces qualités pour relever les nombreux et importants défis qui lui font face, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un changement dans la continuité à la tête du FMI.